

LA Grande Relève

DES HOMMES PAR LA SCIENCE



« La Révolution à faire »

AU SOMMAIRE DE CE NUMÉRO

□ ACTUALITE

- Editorial : TF1 à côté de la plaque,
par M.-L. Duboin p. 3
L'ère du quaternaire, par A. Liaume p. 4
Au fil des jours, par J.-P. Mon p. 5
Aux confins de l'absurde, par H. Muller p. 11
La pêche à la baisse ? par Ph. Le Duigou p. 12

□ REFLEXIONS

- Une mesure transitoire avant l'Economie
distributive, par P. Wendling p. 7
Entretien après une « lecture » rapide de
l'Economie distributive, par R. Marlin p. 9
Redoutable, par Ph. Le Duigou p. 10
Si on changeait, par A. Chantraine p. 11

□ TRIBUNE LIBRE

- Pour une adaptation de nos thèses,
par L. Gilot p. 12

□ LECTURES

- La faim, pourquoi ? par R. Jullien p. 6

□ COURRIER DES LECTEURS

p. 14

□ BLOC NOTES

p. 2

□ RÉSUMÉ DE NOS THÈSES

p. 15

□ L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE

p. 16

ASSOCIATIONS

EDEN

Equipes Dauphinoises pour une Economie Nouvelle.

Maison des Associations
2, rue Berthe-de-Boissieux - Grenoble

G.S.E.D.

11, rue Saint-Vincent-de-Paul
13004 MARSEILLE

Edite un tract intitulé « La violence et le mépris ». Il y dénonce par exemple le refus d'un dialogue de l'Administration avec le contribuable, ou le droit à la radio ou à la TV pour les distributeurs.

Mouvement pour une Alternative Non Violente (M.A.N.)

20, rue du Dévidet 45200
MONTARGIS. Tél. : (38) 93.13.73

UNION PACIFISTE

4, rue L. Hoche 92100 BOULOGNE

*Tiendra son prochain congrès
à Clermont-Ferrand
les 9 et 10 novembre 1985
Centre Blaise Pascal
3, rue du Maréchal Joffre
thème principal des débats :
« La militarisation de la société française ».*

CITOYENS DU MONDE

15, rue Victor-Dupuy, 75015 PARIS

La directrice propriétaire de la publication
M-L. DUBOIN
Commission Paritaire : 57434
Diffusé par N.M.P.P.
Imprimerie GASCHET
264, bd Voltaire 75011 Paris

REVUES

FACETTES

BP n° 15 - 95220 HERBLAY

La revue écrite par ses lecteurs : les uns posent les questions, d'autres y répondent. Le lien des chercheurs et des curieux.

Abonnements 1 an : 100 F, 2 ans :
200 F - Etranger : 1 an : 120 FF c.c.p.
Facettes 11-696.06 S Paris.

MASS MEDIA

Mensuel de philosophie athée
34, rue Jules Amilhan
31100 TOULOUSE

VIE ET ACTION - CEREDOR

388, bld Joseph Ricord
06140 VENCE.

*Centre de Recherches et
d'éducation Orthobiologiques*

INFOR-VIE SAINE

127, rue de Fernelmont
5020 CHAMPION (Belgique)

Un bimestriel qui ouvre les yeux.

RENAITRE 2000

André Dumas, av. des Sablons
77230 DAMMARTIN-en-GOELC

*Revue des investigations psychiques
et des recherches théoriques et expérimentales
sur la survivance humaine.*

MEDECINES PARALLELES

St Eulalie d'Ans 24640 CUBJAC

*Recherche sur les médecins naturels-
les informations, conseils, annonces,
spécimen gratuit sur demande de la
part de la G.R.*

LA LUCARNE

Mensuel édité en Belgique :
11, rue de Monnel, 7500 TOURNAI

VIVE AUTREMENT

Avenue Denayer 57
1190 BRUXELLES (Belgique)

LIVRES

Peuvent être commandés à la Grande Relève :

KOU L'AHURI ET LES YEUX OUVERTS par Jacques Duboin

*Deux rééditions récentes et toujours
d'actualité. Franco, 60 F chacun.*

LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000 par Marie-Louise Duboin

Se lit comme un roman et fait comprendre les mécanismes de l'économie actuelle et ceux d'une économie alternative : l'économie distributive, expliquée dans ses détails.

Publié par SYROS, 79 F.

SURVIVRE OU PÉRIR ENSEMBLE par Franz Foulon

Analyse écologique des folies d'un monde inhumain.

300 pages - Franco : 65 F

ELEMENTS DE SOCIOLOGIE SCIENTIFIQUE par Marc Iel

*Réflexions pour élaborer une société
nouvelle.*

592 pages - Franco : 85 F

A commander à l'éditeur

les « lettres libres », 129 rue de Crimée 75019 Paris, qui l'envoie par poste franco contre 60 F :

L'INCAPACITÉ AU POUVOIR ou :
Un véritable changement s'impose
par Maurice Laudrain

A commander à l'auteur :

LE P.S. TOUT NU par Louis Garnier

25, square du Nouveau Belleville
75020 Paris

CCP n° 19793 95 X Paris

Prix franco : 80 F.

TF1 à côté de la plaque

par Marie-Louise DUBOIN

Il faut croire que nous avons raison de souligner — enfin — une certaine prise de conscience de la rapidité des transformations qu'impose notre époque. Car ce fut un événement de voir que TF1, le 25 septembre dernier, consacrait une émission à tenter de faire réfléchir les téléspectateurs sur l'avenir qui les attend, et, en tout cas, à la prévenir que de toute façon, la vie dans 15 ans sera différente de ce qu'elle est aujourd'hui.

Mais quel dommage, hélas, de consacrer tant de moyens — prises de vue qui coûtent très cher, films de fiction, interviews divers, contribution d'une actrice au cachet probablement plus élevé que le SMIC, Miou-Miou (qui pourtant, disait très mal son texte — en voilà une qui ne réfléchit pas spontanément à l'an 2000 !), présentation par Michel Drucker (son cachet est-il de l'ordre de grandeur de celui de Miou-Miou ou de l'allocation-chômage ?), participation d'un économiste, réputé, M. Albert, d'un journaliste, aussi réputé, J. Boissonat, d'un entrepreneur play-boy, plus que réputé, B. Tapie — pour finalement passer à côté de l'essentiel ?

En conclusion, l'émission rappela pourtant que la prospective faite au cours des années soixante, pour tenter de prévoir ce que serait, en 1985, était — déjà — tombée à côté de la plaque : les experts chargés de cette prospective, experts connus, réputés et écoutés, avaient tout simplement omis de voir venir et de comprendre l'importance du chômage !

La « Grande Relève » qui ne dispose ni des moyens mis à la disposition des experts du Plan, ni de ceux des producteurs de télévision, s'efforçait déjà dans les années soixante (et même bien avant) d'alerter l'opinion sur l'importance qu'allait avoir, sur l'économie, la croissance inévitable du chômage. Inévitable ? Allons donc, nous rétorquait-on, le chômage est le fait d'une simple crise « cyclique », une crise d'adaptation, sans aucun doute conjoncturelle ; vous n'y connaissez rien : dans très peu de temps, la modernisation, nécessaire, de l'économie nous vaudra une telle relance que le plein emploi sera vite retrouvé ! Alors ? Eh bien, « La Grande Relève » peut apparemment avoir raison contre l'avis des experts... La prospective, en macro-économie, serait-elle tout simplement plus une question de bon sens et de réalisme, qu'un art de faire parler les statistiques ?

Pourtant, les experts récidivent. Dans l'émission qui nous annonçait les 7 chocs de l'an 2000, ils ont laissé de côté l'essentiel.

L'essentiel, c'était de faire comprendre aux téléspectateurs que les règles financières actuelles sont incompatibles avec les transformations qui sont en gestation. Et puisque le but de l'émission était de faire réfléchir aux bouleversements qui nous attendent, quelle occasion de montrer que la monnaie, elle aussi, devait subir un « choc ». Pourquoi serait-elle seule à n'en pas subir ?

Dès le « Premier choc : les retraites », l'occasion se présentait. On a dit : les cotisations que paieront alors les travailleurs actifs seront insuffisantes pour payer les retraites des autres. Point final : la catastrophe est inévitable.

Il fallait être plus clair : le problème posé n'est pas celui des moyens de faire vivre les retraités. La vérité est que le petit nombre de travailleurs actifs, avec tous les automatismes, tous les engins puissants à commandes automatiques, et tous les robots dont ils pourront disposer, seront parfaitement en mesure de « produire » de quoi nourrir aussi tous les retraités. Pourquoi ne pas montrer, si nécessaire par un petit film sur la production agricole, par exemple, que les 7 % de la population qui travaillent aujourd'hui dans l'agriculture produisent beaucoup plus

que les 50 % du début du siècle ? Il ne s'agit donc pas d'un problème concret de production. Il n'y a qu'un problème d'organisation : comment changer les modes d'accès au pouvoir d'achat afin que soient distribués aux consommateurs qui en ont besoin les produits fabriqués par les machines ?

On pouvait alors développer le thème suivant : « le choc de la monnaie ». Dans tous les siècles passés, il n'existait que deux moyens honnêtes d'acquérir de l'argent : soit posséder un capital qu'on pouvait faire fructifier en le plaçant d'une manière ou d'une autre, soit être en mesure de vendre son propre travail à quelqu'un qui le payait parce qu'il en avait besoin. Dans quinze ans, moins encore qu'aujourd'hui, on trouvera difficilement quelqu'un qui sera prêt à payer un travail de laboureur, de manoeuvre, d'ouvrier spécialisé, de manutentionnaire, de comptable, de dactylo, de dessinateur, etc., etc... Et tous ces salariés en moins seront autant de clients en moins pour passer commandes à des entreprises où il ferait bon placer son capital. Alors, il faudra bien que se développe un troisième moyen d'accès honnête au pouvoir d'achat : la distribution des revenus, sans compensation ni de travail, ni de capitaux, à seule fin de faire passer équitablement la production des machines aux consommateurs ! Là encore un petit film sur l'évolution de la monnaie aurait pu faire réfléchir les téléspectateurs en leur montrant qu'il y a longtemps que la monnaie n'est plus une marchandise, ayant une valeur intrinsèque, inaltérable comme l'or. Qu'un billet de banque n'a plus que la valeur qu'on veut bien lui attribuer, comme un chèque n'a de valeur que si celui qui l'émet est honnête. Qu'enfin il existe un nouveau moyen de paiement qui sera prépondérant en l'an 2000 : la monnaie électronique, dont le support visible est la carte à mémoire. Un film bien fait pouvait montrer qu'avec un système généralisé de cartes de paiement à mémoire, la monnaie n'est plus qu'un moyen de gestion : le moyen de tenir la comptabilité entre ce qui est produit, fût-ce par des machines, et ce qui est distribué aux consommateurs, quel que soit leur rôle, passé, présent ou futur dans l'élaboration de cette production.

Alors, la plupart des autres « chocs » annoncés dans l'émission télévisée prenaient un tout autre aspect. Le « choc des robots », par exemple. Le film, sur ce point, a bien montré, que dans les deux cas de figure opposés qui ont été présentés, la robotisation poussée dans un souci de compétitivité, ou la robotisation freinée pour privilégier l'emploi (au nom d'un conservatisme insensé, il fallait le dire), dans les deux cas, l'issue en l'an 2000 était la même : cinq millions de chômeurs. Sans le « choc monétaire », ces cinq millions de chômeurs sont, en effet, une charge financière insupportable pour les actifs. Avec le choc d'une monnaie devenue moyen simple de gestion et de distribution, ces cinq millions d'inactifs deviennent des individus à part entière. Alors, leur période « d'inactivité » devient temps libre, temps qui peut être choisi « à la carte » (ce qu'a fort bien montré le film), mais non assorti d'une restriction d'accès à la production, puisque celle-ci peut être réalisée surtout par des robots. Si ces « inactifs » deviennent, pour leur plaisir, des artisans, produisant pour eux-mêmes ou pour leurs proches, tant mieux. Il ne s'agit pas d'un travail « au noir », qui fait du tort aux artisans « actifs » reconnus. Le « choc du travail à la carte » ne se transforme pas en une obligation de subvenir à beaucoup de ses besoins par ses propres moyens, hors du temps de travail « actif », même si tel est l'idéal de Guy Aznar. Il n'est pas nécessaire de fabriquer soi-même ses photopies, elles sont fabriquées bien plus économiquement pour la société quand elles le sont en

L'ERE DU QUATERNAIRE !...

par André LIAUME

Le « cahier saumon » du Figaro (10-11 Août 1985) aborde un sujet capital : « Le tertiaire perd du terrain ». C'est le glissement vers les « dégraissages » du seul secteur susceptible, ces dernières années, de créer des emplois « rentables ». Il y reste des créneaux aux effectifs insuffisants, pour lesquels les clients risquent de manquer, si l'emploi continue à se dégrader. La menace, venue du développement de la carte de paiement (c'est pour demain), pèse sur le secteur bancaire. Des somptueuses installations, resteront quelques salons d'où des cadres, grâce aux « Maxitel télévisuel », interviendront directement en Bourse, et, aux sous sols, dans les salles d'ordinateurs, surveillées par quelques spécialistes hautement qualifiés, les machines auront relégué aux musées de l'histoire récente, tout l'attirail de chèques, comptes, bilans, calculatrices et stylo-billes en usage de nos jours. Pour peu de temps encore.

Après l'agriculture et l'extraction (secteur primaire), l'industrie, le bâtiment, les Travaux Publics, l'agroalimentaire (secteur secondaire), dont la réduction des effectifs est déjà faite, ou douloureusement en cours, les services sont touchés. Pour la première fois, la grande presse y fait écho. Il faut essayer de savoir pourquoi.

L'inexorable avancée des progrès technologiques atteint maintenant les domaines de l'intelligence. Là, où l'homme avait sa place, par l'esprit, le robot joue pour lui et l'évince. Si le secteur tertiaire continue à décroître, c'en est fait de l'espoir de voir reculer le chômage. Sauf à changer, fondamentalement les idées reçues de revenu, rentabilité, salaire, emploi, occupation, droit au travail.

Une redéfinition, un reclassement,

une nouvelle échelle de leurs rapports sont indispensables. Là est « l'approche psychologique du chômage ». Un changement des mentalités. Oeuvre de longue haleine. Epreuve harassante. Inéluctable.

Faisons le tour des idées reçues à réviser.

Rentabilité. Au regard de l'économie de marché, c'est le seul critère acceptable pour engager une action, lancer une production, assurer un service. Ce qui n'est pas rentable ne peut être entrepris.

Exemple : débroussaillage des forêts, signalisation fiable pour les trains sur voie unique, accompagnement fiable des personnes âgées solitaires, alphabétisation des illettrés, formation du tiers monde etc..., etc...

Revenu. Salaire. Emploi. Ces trois idées sont liées, pour la quasi totalité des citoyens d'un pays industrialisé, le *revenu* — nécessaire pour « solvabiliser » les besoins en biens et services — vient d'un *salaire* rémunération d'un *travail* dans un *emploi*. Pas de travail, pas de revenu. Le chômeur subvient à ses besoins grâce au jeu de la solidarité nationale. C'est un assisté. Il a perdu sa « signification » dans une société où revenu et travail sont liés. « Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front ». « Qui ne travaille pas ne mange pas ». Ces aphorismes sont encore au fond de la plupart des consciences.

Pour rendre leur dignité aux exclus de la production, il faut *dissocier la notion de revenu de la notion de travail*. C'est fait pour certains cas : minimum vieillesse, chômeurs en fin de droits, handicapés, femmes chargées d'enfants. Piste ouverte vers le *revenu social* dû à chaque citoyen du fait de sa naissance ou de son adoption.

Droit au travail : Inscrit dans la Constitution, il est dérisoire, sinon ridicule, lorsque plus d'un « actif » sur dix est condamné à l'oisiveté, un quinquagénaire expérimenté devient un inutile hargneux, un jeune inoccupé fait un délinquant en puissance.

Occupation. Face aux méfaits du chômage, on est confondu devant la masse des actions de toutes natures à entreprendre, rendues impossibles parce que non rentables.

Associer, pour chaque individu apte, le droit au travail à l'obligation d'une *occupation utile à la collectivité nationale* est un moyen de sortir du cercle vicieux où nous sommes enfermés.

L'ERE DU QUATERNAIRE est LA !

Je n'ai pas compétence à définir, dans le détail, les structures, les contours de ce quatrième secteur. Pas davantage les modalités de son insertion dans le système complexe. Les rapports entre individus et nations. Un tel « changement des mentalités » est œuvre d'éducation progressive des gens et des peuples.

J'ai exposé, par ailleurs, des suggestions pour une indispensable transition. Des structures d'aujourd'hui, gérant, (si mal, une « Crise » qui est « autre chose ») vers celles (si dures à définir) prenant en compte la « Nouvelle donne » imposée par la fulgurante explosion des progrès des technologies.

Je crie à nos dirigeants

« Si vous passez à côté du « quaternaire », seul capable de permettre ce que l'économie de marché vous interdit : « c'est-à-dire : »

« Au plan international, *Produire pour donner* à ceux qui manquent, non pas nos méthodes mais les moyens d'assurer *eux-mêmes* leur survie d'abord, puis leur insertion dans le monde moderne ; »

« Au plan national, *vaincre la nouvelle pauvreté* et donner aux assistés leur nouvelle signification ; »

« Si vous ne parvenez pas à organiser, par là, le temps disponible (entrevu par Karl MARX comme étalon de la vraie richesse, aujourd'hui à nos portes ; »

« Vous serez complices, donc responsables, de l'effondrement de la civilisation occidentale. »

(Suite de l'éditorial)

série ! Et ceci permet toutes les activités utiles mais *non rentables*, celles qui ne se monnaient pas, celles qui font la chaleur d'une société humaine, digne de ce nom.

Pour résumer, je dirai que j'ai eu beaucoup de plaisir à retrouver dans cette émission bien des aspects de l'an 2000 que j'ai décrits dans « les affranchis » : *décentralisation du travail, travail à la carte, développement des loisirs (dans le sens d'activités*

choisies), démocratisation par la consultation informatique, etc... Mais quel dommage de ne pas avoir saisi l'occasion de montrer que le « choc monétaire » nécessaire transformerait l'incertitude sous la forme « les robots, la meilleure ou la pire des choses ? » en une dynamique s'exprimant par : « les robots, moyen à exploiter pour permettre à l'homme de se libérer ».



Pour le chômage, ça ne va toujours pas mieux. Tout le monde veut créer des entreprises pour créer des emplois. Mais personne n'est d'accord sur les moyens à employer pour inciter les entrepreneurs à entreprendre. C'est ainsi que dans la même page du « Monde » du 10 octobre, le délégué général d'Entreprise et Progrès (en voilà au moins un qui s'est débrouillé pour se fabriquer un bon boulot !) parle sur la souplesse, facteur de compétitivité, pour créer des emplois. Critiquant les rigidités syndicales, M. le délégué écrit : « Or, nous ne sommes plus en période de croissance. L'impératif est désormais de créer des richesses et non plus seulement de les distribuer... ». On peut se demander alors à quoi servent les richesses produites, mais passons... Deux colonnes plus loin, un monsieur Beatrix, ingénieur, propose d'instaurer des cotisations sociales différentielles sur les heures supplémentaires pour faciliter l'aménagement des horaires, de sorte que les entreprises qui choisiraient d'employer plus de personnes moins longtemps bénéficieraient d'une baisse de leurs charges salariales, le produit de la nouvelle cotisation servant au paiement des allocations de chômage et au financement des actions de formation. Dans le système actuel cette proposition présente effectivement quelque intérêt. Plus réaliste que son voisin de colonne, M. Beatrix écrit : « Ceux qui plaident que la crise appelle l'effort, donc pour le présent davantage de travail indivi-

duel, semblent oublier qu'il n'est pas suffisant de vouloir produire, et qu'il faut pouvoir vendre, en France, et impérativement à l'étranger ». Dommage que ce monsieur ne nous dise pas comment en étant moins payés, les salariés français pourront acheter plus.

Encore une interrogation sur la crise : celle du directeur général du Bureau International du Travail (« Le Monde » des 6-7 octobre) : « N'est-il pas paradoxal que notre société s'avère incapable de résoudre des problèmes aussi terre à terre que l'inflation, le chômage et l'endettement grandissant au moment où l'ingéniosité et la créativité de l'homme lui offrent les moyens technologiques de conquérir l'espace ? Les discussions concernant la guerre des étoiles et les stations orbitales, la capacité déjà prouvée d'envoyer régulièrement des navettes dans l'espace et encore bien d'autres perspectives passionnantes ouvertes par la technologie moderne ne parviennent pas à masquer notre incapacité ou notre manque de volonté à faire face à la crise économique de plus en plus aiguë, qui menace les fondements mêmes de la stabilité et de la paix de notre société ». Un peu plus loin, le directeur du B.I.T. nous donne quelques chiffres intéressants : « Mais il est un point qui, dans l'ensemble, paraît avoir échappé à l'attention du public : c'est le coût élevé du chômage pour les finances publiques. Aux Etats-Unis, par exemple, le bureau des questions budgétaires du Congrès a estimé (en 1980) que chaque augmentation de 1 % du taux de chômage accroissait le déficit du budget fédéral d'environ 25 milliards de dollars. Il faut également prendre en compte la perte de production potentielle due au chômage. Pour les Etats-Unis, selon une estimation, chaque réduction de 1 % du taux de chômage entraînerait une augmentation de 3 % de la production nationale et, a contrario, au Royaume-Uni, une augmentation de 1 % du nombre des sans-emplois se traduirait par un recul de 4 % de la production nationale. De plus, les longues périodes d'inaction, avec l'instabi-

lité sociale et l'insécurité économique qu'elles entraînent, tendent à accroître la mortalité, la criminalité et les maladies mentales... Dans le pays en développement, où les travailleurs au chômage ou sous-employés se comptent par centaines de millions, le problème est plus aigu encore : en l'absence de tout système de sécurité sociale, se pose celui de la simple survie... ».

En Grande-Bretagne, les Travailistes viennent de tenir leur congrès. Parmi les diverses résolutions qu'ils ont adoptées en matière économique, une seule sera contraignante pour la direction du parti lors de l'élaboration du programme pour les prochaines législatives, car elle a recueilli plus des deux tiers des suffrages : elle concerne l'instauration d'un salaire minimum garanti. Cette idée de revenu garanti commence à faire son chemin un peu partout, y compris en France au parti radical, mais, comme nous l'avons toujours souligné dans la Grande Relève, il faut s'attacher à réclamer un revenu « maximum » pour tous et pas seulement un revenu de survie réservé aux exclus du secteur productif, premier pas vers une société duale puis vers le fascisme. Comme le soulignait le futur candidat chancelier allemand à propos des mesures à prendre pour rendre les effets du chômage moins pénibles : « Je ne veux pas que nous devenions une société à deux vitesses dans laquelle un tiers de la population est tout simplement écarté parce qu'on n'en a plus besoin. »

Pour finir sur une note optimiste, je vais vous donner le résultat d'un sondage SOFRES effectué pour le compte du « Pèlerin » le 4 octobre dernier : 85 % des Français se déclarent heureux. Et, rude coup pour ceux qui voudraient changer les Français en Japonais, l'activité professionnelle, en tant que source de bonheur, vient derrière la famille, les amis, la santé, le logement, les loisirs, la vie de quartier. Vous voyez que, même si ce n'est que lentement, les esprits évoluent dans le bon sens.

Jean-Pierre MON

LA FAIM, POURQUOI ?

Par Roch JULLIEN

Ce livre de François de Ravignan essaie d'expliquer pourquoi non seulement la faim ne disparaît pas de notre planète, mais au contraire elle ne cesse de croître. Et ceci malgré toutes les bonnes volontés locales, nationales et internationales.

Ces interventions, sans être obligatoirement un échec pour les populations locales, sont un échec global. L'auteur explique dans un grand exposé que la cause de la faim n'est ni la surpopulation, ni les carences de l'agriculture, ni le manque d'instruction, ni les « mentalités de ces peuples », ni les cultures de rentes, ni l'insuffisance des financements, ni toutes ces raisons réunies. L'une des vraies causes de la faim c'est la maladie du travail. Il écrit (p. 31) : « Plus près peut-être de nos préoccupations économiques immédiates est le fait que notre système économique occidental ne peut vivre et, en particulier tendre au plein emploi s'il cesse de se déployer sur les marchés extérieurs. Dans l'atmosphère de concurrence qui est la sienne, on cherche constamment, par le progrès technique, à accroître la productivité du travail... »

Nos experts économistes nous parlent volontiers des « immenses marchés potentiels du Tiers Monde » à travers lesquels notre croissance économique pourrait trouver, en se « redéployant », le second souffle qui lui est nécessaire. Dans ce raisonnement, on oublie souvent qu'un « marché potentiel » n'est pas un marché : pour qu'il y ait marché il faut que des gens non seulement aient des besoins à satisfaire, mais encore qu'ils soient solvables. Or, des gens qui n'ont pas assez à manger ne sont, par définition, pas solvables et s'ils sont de plus en plus nombreux, l'« immense marché

potentiel » risque de devenir de moins en moins un marché réel ». On croirait lire Jacques Duboin.

Et il poursuit ainsi : « La croissance de la faim remet donc très directement en cause la continuité de notre développement économique. Elle est donc bien notre problème, que nous le voulions ou non, que nous en soyons ou non conscients ».

Comme malheureusement dans de nombreux livres, la critique est longue et complète mais les solutions sont très précaires. Pourtant il est passé très près de nos idées mais il s'est arrêté avant, faute d'imagination. Sous le titre de chapitre « Pourquoi ne pas se contenter de développer ce qui peut l'être ? », il écrit (pp. 69-71) :

« ... Si en particulier il paraît tout à fait illusoire de fournir de l'emploi à tous, alors pourquoi ne pas se contenter de faire travailler ceux qui le peuvent ? Mais alors on essaiera d'employer des techniques ayant la plus grande efficacité, de façon à produire au maximum et le plus vite possible. Par ailleurs, grâce au surplus dégagé, on pourra nourrir ceux qui n'ont pas assez, quand bien même ils ne travailleraient pas ». Et quelques lignes plus loin : « C'est bien sur cette question d'aide, ou de redistribution aux nécessiteux que s'éveille d'abord un doute sur la viabilité du système proposé. Force est bien de reconnaître que ce genre de transfert ne se fait pas dans le monde d'aujourd'hui de manière générale ni, lorsqu'ils ont lieu, de façon satisfaisante. Redistribuer une partie de la production aux oisifs augmente nécessairement les charges, ce qui ne va pas sans problèmes dans le régime de concurrence mondialisée qui est le nôtre. Comment imaginer qu'une économie puisse être viable avec 90 % de chômeurs secou-

rus, alors qu'actuellement en France, 10 % seulement pèsent très lourd sur la gestion de notre système ? Ensuite, face à ceux qui fabriquent les biens nécessaires, les oisifs seraient des hommes sans voix. Le travail n'est pas seulement le moyen de fabriquer ce que l'on consomme. Il est aussi un pouvoir sur ce que l'on crée et qui n'a pas de travail n'a nécessairement pas de pouvoir. C'est pourquoi prétendre qu'il puisse exister un développement pour tous, sans que soit résolu le problème social du travail de tous est se faire illusion ».

S'il situe bien le problème il a du mal effectivement à en sortir. Dans un chapitre suivant (pp. 52-54) : « Pourquoi ne crée-t-on pas suffisamment d'emplois ? », l'auteur déplore que l'usine qui fabrique des houes au Rwanda produise pour tout le pays le nombre d'outils nécessaires avec 90 ouvriers seulement, alors que, d'une manière artisanale, 50 forgerons en font 135 fois moins. Pour l'auteur, il est absolument vital que les gens travaillent, alors qu'il suffit qu'ils aient des revenus pour pouvoir « manger et consommer ».



Dans le contexte actuel et avec les diverses polémiques sur le problème de l'aide alimentaire pour le Tiers Monde, ce livre permet de resituer les différentes tentatives déjà effectuées. Et permet également de nous confirmer, si cela était nécessaire encore, qu'une fois de plus ce problème international a une possible solution dans le changement de notre vie sociale et économique vers moins de profit et vers plus d'humanisme.

UNE MESURE TRANSITOIRE AVANT L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE : LA RÉUNIFICATION DE LA CLASSE OUVRIÈRE

par Pierre WENDLING

Après le changement de cap à droite de la C.F.D.T., concrétisé par le vote favorable (à 64 %) du quitus à l'équipe dirigée par E. Maire, il n'y a plus d'organisation de masse réellement anticapitaliste (l'objectif CGT étant un capitalisme d'État).

La parti socialiste (PS) a également oublié l'engagement pris dans sa déclaration de principe : « Il ne s'agit pas, pour nous, d'aménager le système capitaliste, mais de lui en substituer un autre ». Il est maintenant clair que le P.S. n'envisage aucunement (il l'a assez prouvé) de sortir la France de l'économie marchande — inhérente au système capitaliste — qui engendre, à la fois, le chômage et l'exploitation des travailleurs. La constatation de cette réalité décevante ne doit pas nous faire perdre l'espoir et succomber à la tentation de tout abandonner. Il est important de l'intégrer dans notre recherche de nouveaux moyens qui permettent d'aller dans le sens d'une réunification et d'une remobilisation de la classe ouvrière ; *de toutes les composantes de la classe ouvrière*. Car il est dangereux de mettre à la poubelle les « laissés pour compte de la société en construction », en amalgamant les vieux, les drogués, les chômeurs etc... Les véritables « damnés de la terre » ne sont plus aujourd'hui ceux qui travaillent, mais ceux qui sont abandonnés sur le bord de la route par la société capitaliste. Si les sans travail et les travailleurs précaires ne sont pas intégrés dans une stratégie anticapitaliste, je ne vois pas comment la lutte pour un vrai socialisme démocratique (socialisme des Droits de l'Homme), a la moindre chance de succès. Par ailleurs, il ne s'agit pas non plus d'essayer de résister aux restructurations imposées par l'évolution technologique (par le progrès) car ce serait s'engager dans des luttes (« pas de licenciement ») perdues d'avance, qui peuvent au mieux être de retardement... les faits sont têtus et l'ont assez démontré !

La seule chance pour remobiliser la classe ouvrière, est d'unifier et d'intégrer les trois composantes de ce qu'elle était (c'est-à-dire tous les travailleurs) :

1) La composante des *travailleurs permanents*, à statut et garanties sociales, qui se rétrécit et voit ses garanties grignotées.

2) La composante des *travailleurs précaires* (intérimaires, à durées déterminées, etc...), sans garanties ou à faibles garanties, avec des salaires médiocres.

3) La composante *d'exclus du travail* à la recherche de petits jobs et sans ressources, ou presque...

Les deux dernières composantes communiquent et se développent rapidement.

Le total de l'addition = **LA CLASSE OUVRIÈRE !**

Pour réussir la réunification de la classe ouvrière, il nous faudra réussir l'unification de tous les anticapitalistes réels sur un minimum d'objectifs et de revendications communes CREDIBLES, c'est-à-dire des revendications par lesquelles les travailleurs peuvent à nouveau ESPERER, en combattant pour elles, obtenir des résultats positifs et/ou de poser des jalons pour sortir de l'économie marchande inhérente au système capitaliste qui est le responsable essentiel de la division de la classe ouvrière.

RECONSTRUIRE L'ESPOIR

Reconstruire l'espoir détruit chez les travailleurs, c'est partir de leurs aspirations et surtout de leurs problèmes immédiats de vie ou de survie, et *non leur promettre de raser gratis demain...* Car les problèmes immédiats sont flagrants : *l'emploi* ou le droit à une activité, *les salaires* ou le droit aux ressources nécessaires pour vivre décemment. Mais alors, *que faire* quand il faut se rendre à l'évidence que le nombre d'emplois transformés et créés est largement inférieur aux emplois supprimés ? ou encore, *quand* l'appareil productif de biens et de services peut réaliser tout ce dont le monde a besoin, mais qu'il n'a plus besoin de tout le monde ? Et, *quand* dans le système capitaliste périmé, il faut toujours VENDRE sa force de travail par un emploi pour gagner de l'argent pour vivre ! *Un seul moyen s'offre à nous* pour obtenir la satisfaction des BESOINS DE L'HOMME sans subir le « goulag » des « inactifs et des assistés » : *répartir le travail salarié sur l'ensemble de la population active* en réduisant la durée du travail en conséquence. Mais hélas, dans le système capitaliste avec son inhérente économie de marché, la quantité d'argent qu'il faut gagner pour vivre, reste encore toujours *liée au temps* de tra-

vail *VENDU* ou au temps de l'emploi (chez les précaires). Dans cette situation, reconstruire l'espoir de TOUS les travailleurs, c'est trouver et proposer des revendications contenant des critères qui permettent de répartir équitablement entre TOUS (TES), non seulement LE TRAVAIL, mais également les REVENUS et/ou RESSOURCES. Résoudre durablement ce problème, nécessite une rupture avec le système capitaliste et *l'abolition de son inhérente économie de marché* dont le moteur est le profit. Pour avoir un profit maximum, il faut produire à bon marché. La machine — plus rentable — remplace donc le travail humain, d'où chômage.

Pour faire du profit (seulement possible pour certains) il faut recréer des raretés, d'où *destruction de marchandises utiles*. Pour faire du profit, il faut absolument vendre et n'importe quoi, d'où *gaspillages, fabrication de gadgets inutiles, dont les armes...* au lieu de fabriquer des biens utiles servant à la satisfaction des besoins normaux de vie et de les répartir équitablement, c'est-à-dire **REPLACER L'ECONOMIE MARCHANDE** par une **ECONOMIE dite DISTRIBUTIVE !**

Il ne suffit pas d'avoir raison sur l'analyse et de dire il faut rompre avec le système capitaliste et son économie marchande, parce que c'est l'évidence pour sortir du cycle infernal. Nous devons absolument répondre à la question : *comment* pouvons-nous encore *nous battre contre la DUALISATION* ». (les protégés et les non protégés, ceux qui peuvent « gagner » leur vie et ceux qui ne le peuvent plus (ou très rarement) *de l'économie, contre cet éclatement de la société* que la droite admet et que la soi-disant gauche qui gouverne accepte comme inévitable. ou préconise : elle en fait la promotion !... La seule ALTERNATIVE réellement de GAUCHE à la société ECLATÉE, c'est une société ou tout le monde peut travailler, mais travailler peu, tout en étant assuré sa vie durant, d'une allocation, d'un revenu, ou de ressources permettant une vie normale, en échange de la faible quantité de travail encore nécessaire.

Même si cette alternative n'est pas *immédiatement réalisable* ou plutôt parce que cette alternative n'est pas *immédiatement réalisable*, nous devons *forger le, ou les outils de lutte*, hors du terrain parlementaire et hors

(Suite page 8)

(Suite de la page 7)

de la fausse alternance « gauche/droite » c'est-à-dire, hors d'une stratégie bassement électoraliste, car les dernières élections l'ont démontré une nouvelle fois : « élections piège à con ». Le système électoral du « chèque en blanc » est inadmissible pour de vrais démocrates, et donc pour de vrais socialistes. Je n'entre pas ici dans les détails d'un fonctionnement réellement démocratique par les conseils des communautés de base, ce n'est pas le but de cette contribution qui consiste à proposer de nouvelles revendications unifiantes et remobilisatrices. *Des revendications qui permettent de reconstruire un rapport des forces favorable aux travailleurs.*

Je reste persuadé qu'aucune stratégie anti-capitaliste n'est possible avec des chances d'aboutir, sans intégrer toutes les composantes de la classe ouvrière et puis également l'ensemble des luttes « populaires » : pour l'écologie, pour les libertés, contre le racisme, contre la guerre... même si tout le monde n'a pas encore conscience de la cause fondamentale : le système capitaliste avec son inhérente économie marchande.

L'Economie marchande ne produit pas pour l'Homme privé de revenu, elle ne connaît que le client ! L'homme n'est ni bon, ni méchant, il cherche à vivre... Sans abandonner la lutte pour des salaires décents, contre les inégalités, pour de meilleures conditions de travail et la réduction du temps de travail de ceux et de celles qui ont encore un emploi, il faut également engager le combat AVEC et POUR ceux et celles qui ont déjà été éliminés par l'économie marchande modernisée et qui, en plus sont qualifiés « d'inactifs et d'assistés ». Le seul moyen que notre groupe a trouvé dans le sens d'une unification et d'une remobilisation des travailleurs (pour qu'ils aient de nouveau envie de se battre), est que tout le monde puisse travailler ou avoir une activité rémunérée. C'est ainsi que nous proposons à tous les anti-capitalistes et tout simplement à tous ceux et toutes celles qui veulent agir pour se sortir, eux et leurs semblables, de la misère et de ces injustices, d'exiger des organisations sociales, syndicales et politiques, de militer avec et en faveur des exclus (es), c'est-à-dire une stratégie commune au mouvement ouvrier ou une unité populaire, pour la mise en place d'une loi d'urgence, ou, obtenir une réglementation qui, d'abord autorise, puis promeut une sortie progressive de « l'assistance » et de la non garantie des emplois temporaires-précaires. Une réglementation qui consiste prioritairement et en première étape, à CONSERVER tous les emplois menacés, par une

diminution, proportionnelle au nombre d'emplois menacés, de la durée du travail de toutes celles et de tous ceux qui sont employés par une unité économique ou un « site ». COMPENSER la diminution correspondante du salaire par une indemnité compensatrice du type « indemnisation du chômage partiel » mais compensant mieux les bas salaires. Il s'agit de compenser le manque « à gagner sa vie » correctement ! SANS ETRE : NI INACTIF, NI ASSISTÉ !

Dans les cas où une diminution du temps de travail, proportionnelle au nombre d'emplois menacés d'un « Site », ferait descendre l'horaire hebdomadaire en dessous de 32 h ou même 24 h, ainsi que dans les cas des premières demandes d'emplois non satisfaites (des jeunes, des femmes), il faut que cette réglementation permette la création d'Agences Locales pour la Promotion du Droit à une Activité : (activité professionnelle, culturelle ou de solidarité) A.L.PRO.D.A. nous les concevons proches des gens, par exemple au niveau du canton. L'A.L.PRO.D.A. est comparable à une entreprise (toute personne demandeuse d'un emploi après licenciement, départ volontaire, jeunes sortis de l'école, femmes...), si elle en manifeste la volonté, est embauchée par l'A.L.PRO.D.A. ; embauche qui comporte l'engagement d'une présence et d'un travail dans les conditions similaires à une embauche normale (à durée indéterminée) chez un autre employeur. Le système des « négriers » serait donc éliminé ! C'est l'A.L.PRO.D.A., devenu le seul employeur de toutes et de tous les sans-travail, qui, en-dehors des placements de personnes à des postes permanents existants, facturerait les prestations de sa main-d'œuvre disponible aux « utilisateurs » et/ou aux contractants (entreprises ou particuliers). C'est ainsi que le FNE, les ASSÉDIC, l'APEC, les fonds pour les TUC, etc... n'apporteraient qu'un appoint aux finances de l'A.L.PRO.D.A.. De ce fait, on arrivera à sortir les gens de l'assistance et de l'inactivité déprimantes. Il s'agit de ne plus « payer des gens en les obligeant à ne rien faire », seulement à « chercher » du boulot de plus en plus RARE ! ce qui, par le système marchand de l'offre et de la demande, permet aux profiteurs (les privilégiés du système actuel) de « donner » une aumône au lieu de rémunérer correctement le travail.

Même si transitoirement (avant les transformations fondamentales), un grand nombre de personnes ne peut être placé tout de suite à un poste permanent, l'A.L.PRO.D.A. devenant l'employeur permanent des ex-sans-travail, deviendra donc également

celui qui assurera un revenu permanent garanti et non une aumône plus faible que les allocations « d'assistance ». En plus, comme dans une autre entreprise, les travailleurs de l'A.L.PRO.D.A. peuvent s'organiser collectivement (syndicat)... C'est donc la possibilité de réunifier et de remobiliser la classe ouvrière (y compris ceux et celles de la 2^e et 3^e composantes) pour une lutte anti-capitaliste, et un combat pour un socialisme démocratique à économie distributive. Les questions de fonctionnement, de gestion, de couverture financière, etc... sont explicitées dans la brochure « Que faire ? » du C.L.A.C. de Thann*. La gravité des problèmes actuellement posés par le chômage, du manque de ressources minimales et l'inactivité de millions de personnes vaut en tout cas la peine de tout tenter pour trouver des solutions. Une volonté politique et syndicale permettrait d'avancer rapidement. *La prise de conscience du but non-capitaliste et donc non marchand vers lequel nous dirige l'évolution, est seule capable de nous réconcilier les uns avec les autres ; de nous unir en vue de faciliter et d'accélérer l'épanouissement d'un vrai socialisme des Droits de l'Homme par l'Égalité Économique, seule capable de satisfaire TOUS LES BESOINS !* Ce qui précède est révolutionnaire ? Mais qu'est-ce que la révolution ? Pour bien des gens, révolution veut dire bagarre ! Non ! Révolution signifie : transformation inévitable. Ce qui déclenche la bagarre, dernier refuge du désespoir, c'est le refus de la Révolution. Lorsque le développement des forces productives d'une société rend caduques ses institutions, une adaptation de celles-ci ne suffit plus. Leur mutation s'impose. Alors, ce n'est pas pour accroître le désordre, mais pour remettre en ordre une société déphasée, contradictoire et absurde qu'il convient de procéder à une refonte totale.

Aujourd'hui, les inégalités, les privilèges, les mécanismes contraignants et paralysants entraînent de telles incohérences et iniquités que la révolte peut jaillir à chaque pas. Refuser cet état de choses et instaurer un ordre social assurant la justice, la sécurité et la dignité, donc la paix sociale :

C'EST CELA, LA RÉVOLUTION !

Que la misère existe encore dans une société où le développement des sciences et des techniques permet la création de fusées interplanétaires, c'est un scandale qu'aucun citoyen — à plus forte raison s'il se prétend « social » ou se dit « socialiste » — ne peut tolérer.

(*) Adresse de contact : M. Jeanne et Pierre WENDLING 29, rue du Kurenbourg 68800 THANN

ENTRETIEN APRÈS UNE «LECTURE» RAPIDE DE L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE

Voici la relation, aussi fidèle que possible, d'un entretien que j'ai eu récemment avec une universitaire spécialiste des questions monétaires à propos des articles que M.L. Duboin a fait paraître dans la revue « Le 3^e millénaire ».

La spécialiste — J'ai apprécié le style alerte de ces études qui me change des traités arides dont je dois prendre connaissance quotidiennement et j'ai constaté que cette légèreté n'empêchait pas une excellente analyse du rôle que joue le dollar en ce moment. Mais, en ce qui concerne le processus de production et de répartition dans le régime capitaliste, la thèse m'a paru se limiter à la condamnation des destructions de fruits et légumes que chacun s'accorde à reconnaître maintenant inadmissible.

R. Martin — Ce n'est pas parce que les distributives ont été les premiers à dénoncer ce crime contre l'humanité auquel aboutit la logique du système qu'il faut oublier l'ensemble de leurs travaux sur ce sujet. Je vous renvoie à l'ensemble des ouvrages de J. Duboin et notamment à « Rareté et abondance » ainsi qu'à « Libération ».

SP. — Je lirai ces livres. Mais il me semble déceler un manque de netteté sur la question classique de la monnaie valeur d'usage ou valeur d'échange.

R.M. — La monnaie actuelle a une valeur d'échange en ce sens que celui qui ne donne rien n'a rien : pour avoir accès à des revenus, il faut soit posséder déjà un capital, soit vendre son travail. Le XX^e siècle a vu l'apparition d'un autre type de ressource : les allocations diverses dont le montant atteint en France 45 % du total des revenus si l'on ajoute retraites, congés payés, allocations familiales, allocations de chômage, etc... Ces sommes sont versées sans qu'il y ait échange. Elles n'ont qu'une valeur d'usage : il faut bien que ceux qui n'ont pas de capital et ne peuvent travailler aient de quoi survivre. La monnaie distributive créée en raison des biens et services disponibles et annulée lorsqu'ils ont été utilisés est bien par excellence une monnaie purement d'usage, elle aussi.

SP. — Il faudrait analyser plus sérieusement la monnaie scripturale et, plus encore, la monnaie électronique. La vitesse de rotation des moyens d'échange devient prépondérante sur la masse statique.

par René MARLIN

R.M. — Le fait que la monnaie circule empêche toute mesure exacte de la masse en mouvement, d'où les théories mathématiques compliquées et toutes approchées (jamais assorties du calcul de l'erreur correspondante) qui tentent de l'estimer. Ceci renforce l'intérêt gestionnaire d'une monnaie non circulante telle que celle que nous préconisons.

S.P. — Il faudrait encore mieux définir la nouvelle monnaie, c'est le problème fondamental, par exemple ne pas ignorer la fonction d'équivalent général.

R.M. — Cette fonction a été abordée, principalement sous la forme historique par M.L. Duboin dans les articles du « 3^e millénaire » et aussi dans le livre de J. Duboin, « Les yeux ouverts » datant de 1955 et récemment réédité. Notons simplement que la monnaie capitaliste actuelle n'a que très théoriquement un rapport avec l'or. C'est vrai pour le dollar depuis que le gouvernement des Etats-Unis a décrété sa non convertibilité en or en 1971. C'est également vrai du franc et des autres monnaies, il suffit pour s'en convaincre de se voir refuser aux guichets de la Banque nationale l'équivalent en or des billets, espèces ou chèques déposés. La monnaie d'à présent n'est donc qu'un simple titre de créance dont la valeur fictive est fondée sur la confiance envers celui qui l'émet. Sur ce point la monnaie distributive n'est pas essentiellement différente, bien que certains disciples de J. Duboin aient proposé de la gager sur l'heure de travail de base ou même sur l'unité internationale d'énergie : le joule. De toutes façons la monnaie future se distingue de l'ancienne par les caractères définis ci-avant et qui rendent secondaire, comme c'est déjà le cas maintenant, la notion d'équivalent général.

SP. — Je pense qu'il serait également nécessaire de préciser la notion de besoin. Il n'existe pas en tant que tel. C'est un concept. Qui l'élabore ? Dans quel but ? Ce que l'on sait c'est que ceux qui l'utilisent présentement le font justement dans la logique du profit, alors où vous situez-vous ?

R.M. — L'économie distributive ne sera pas la « prise au tas » tant décriée par certains ignorants volontaires de nos propositions. Quelques fournitures courantes et abondantes telles que l'eau, le gaz, l'électricité, le pain, les transports pourront être rendues gratuites comme l'air et l'enseignement le sont déjà. Pour les autres produits et services, la monnaie distributive subsistera, dématérialisée et électronique. Elle constituera un référendum permanent permettant d'ajuster au fur et à mesure la production en cours à la demande exprimée. Ainsi les besoins pourront être satisfaits dans le cadre des possibilités de la production, décuplées par le progrès technique et en fonction du temps que les citoyens décideront de consacrer au service social. Les demandes extravagantes ne pourront être honorées que dans cette mesure. Retenons au passage la position financièrement justifiée mais matériellement absurde de ceux qui prétendent que les retraites devront diminuer en l'an 2005 environ. Ils affirment en même temps que les personnes âgées seront en majorité dans la population. Si l'on remarque que la production qui augmente régulièrement continuera à le faire, il faudra bien, de nouveau, sortir de l'orthodoxie financière et solvabiliser les retraités afin d'écouler les produits.

SP. — Venons-en aux moyens à déployer pour le passage à la nouvelle économie. Je ne crois pas qu'elle s'imposera par l'unique force de son évidence. La seule sagesse ne saurait la rendre inéluctable, même accrue par l'expérience d'une troisième guerre mondiale qui serait plus que terrible (1) et dont on peut penser qu'elle renforcerait plutôt le capitalisme ; en admettant qu'il subsiste des femmes et des hommes pour le faire fonctionner. Le nouveau système ne saurait, non plus, rester neutre vis-à-vis des institutions politiques de l'avenir sous peine de demeurer une sorte de jeu de Monopoly pour passionnés ou au mieux un scénario économique auquel se livreraient quelques initiés en vase clos. Le marxisme n'a reçu quelques commentements de réalisations, pas toujours convaincantes d'ailleurs, qu'en misant sur la lutte des classes, l'agitation prolétarienne, la propagande et la révolution. Quelle tactique utiliserez-vous ?

(Suite page 10)

(Suite de la page 9)

R.M. — L'économie distributive conçue souvent plutôt centralisatrice et dirigiste, peut parfaitement s'accommoder d'une décentralisation poussée et de l'autogestion des entreprises et (1) des communautés territoriales ou autres. Aucune stratégie n'est à rejeter pour la mettre en place. La voie syndicale, celle des mouvements ou des partis politiques de différentes sortes ont été ou sont essayés. Soyons bien conscients que des puissances financières redoutables s'opposent de toutes leurs immenses forces à l'instauration d'un système qui construirait la démocratie économique. Il suffit d'observer comme les timides tentatives du gouvernement du parti dit socialiste ont été vite réprimées. L'Union Soviétique elle-même est incapable de sortir du système échangiste non seulement pour son commerce extérieur mais aussi, en grande partie, pour la distribution interne. Beaucoup de personnes croient, à tort, que leurs intérêts sont liés avec les grands financiers, c'est ce qui fait la force de ces derniers. Ils ont réussi jusqu'à ce jour, sauf de rares exceptions, et malgré de nombreuses interventions, à nous empêcher de nous exprimer dans les médias de grande audience. C'est un handicap insurmontable dans une lutte que nous ne pouvons mener qu'avec l'assentiment du plus grand nombre. Voilà le premier verrou à faire sauter. Au-delà toutes les perspectives sont possibles et aucun moyen compatible avec notre objectif n'est à rejeter.

SP. — Je reste sceptique d'autant que, parallèlement, se pose le problème du passage à la nouvelle économie dans tous les pays à la fois, dans les pays industrialisés pour commencer, ou bien dans un seul : la France. Cette affaire s'apparente à celle du socialisme dans un seul pays, traitée par Marx à son époque. La mondialisation du système économique, la disparition de beaucoup de frontières douanières, l'explosion du commerce inter-Etats, la création de la communauté économique européenne, etc., sont des faits incontournables avec leurs avantages et leurs inconvénients sur lesquels il est impossible de revenir. L'abondance nécessaire existe peut-être dans les sociétés de consommation, au moins dans quelques domaines mais comment l'étendre au monde entier ?

R.M. — Il n'est pas douteux que l'économie que nous souhaitons doit être adaptée à un monde ouvert. Néanmoins notons que les échanges entre pays sont d'ores et déjà négociés sur la base de contrats visant à l'équilibre.

Ils le seront encore davantage et, de plus réglés au comptant ; ajoutons que le troc reste toujours possible. Tous ces échanges sans transfert de devises ou presque mettront la monnaie distributive hors la spéculation internationale. Nous estimons que ces mesures donneront à notre pays le temps de faire rayonner suffisamment le système pour que les autres, à commencer par les grands Etats industriels, suivent notre exemple. Le progrès scientifique et technique qui ne manquera pas de s'accélérer fera le reste...

★ ★ ★

La discussion aurait pu se poursuivre encore longtemps. Nous n'avions que survolé les sujets de réflexion appelés par notre action. Je retire de cet entretien la conviction que la recherche acharnée du dialogue avec tous, en particulier avec les gens d'influence, est indispensable et enrichissante. C'est un bon moyen de nous faire connaître et de sortir de nos cercles de convaincus. Ne pas ignorer les objections est fondamental et essayer de perfectionner toujours nos réponses en les actualisant sans cesse l'est encore plus. Cette démarche nous permettra de faire avancer nos thèses dans l'opinion. L'économie distributive, ainsi que toute autre revendication, n'aboutira que lorsqu'elle correspondra vraiment à une nécessité reconnue comme telle par la majorité des citoyens. C'est la seule voie pacifique qui me paraît possible.

(1) Voir « Les affranchis de l'an 2000 » par M.L. Duboin. En vente à La Grande Relève.

De qui est-ce :

« Notre obstination à vouloir conserver, sur une infrastructure économique toute nouvelle, un ensemble de lois vieillottes datant des calèches et des crinolines, ressemble à celle d'un adolescent qui s'obstinerait à conserver le beau costume de ses 10 ans. Il s'évertue en vain à le rafistoler, cousant par ci, taillant par là, et ne réussissant qu'à vivre étrié dans une loque dérisoire ».

Jérôme COIGNARD
Anatole France (les opinions de

REDOUTABLE

Le patron de La Redoute Catalogue, Jean-Claude Sarrazin, a communiqué le plan d'investissement logistique de la société au comité d'entreprise. Des projets touchent essentiellement l'automatisation totale de la chaîne de confection des colis et la poursuite de l'informatisation des services administratifs.

Le P.D.G. a joué cartes sur table en déclarant : « Nous envisageons une croissance zéro dans les quatre prochaines années ». « La modernisation de l'entreprise aura des conséquences sur l'emploi ».

On estime à 500 le nombre d'emplois qui seront supprimés dans l'agglomération lilloise d'ici quelques années, suite à la robotisation et à la modernisation. Une fois de plus, le gain de productivité se fait grâce à la diminution du nombre d'emplois.

Moins de quinze jours plus tard, le Conseil Economique et Social déclarait dans un avis sur la conjoncture française au premier trimestre 1985 : « Il faut que l'augmentation du pouvoir d'achat des ménages se renforce progressivement en 1986, non par une hausse des salaires nominaux (...), mais par un nouveau ralentissement de la hausse des prix elle-même ».

Je me demande à quoi peut bien servir le ralentissement de la hausse des prix à ceux qui ont perdu leur emploi ?

Le Conseil Economique et Social déclarait également que l'on pouvait accroître les marges des entreprises sans peser sur les salaires, grâce aux gains de productivité dégagés par l'économie française.

Les gains de productivité s'étant faits sur le nombre d'emplois, il est certains que l'on n'a plus à « peser » sur les salaires de ceux qui ont gardé leur emploi.

Ph. Le Duigou

GASPILLAGE et CEE

L'argent versé au FORMA pour acheter, stocker, puis détruire des produits alimentaires, aux frais des contribuables, ne serait-il pas mieux utilisé à donner un pouvoir d'achat à ceux qui ont faim ?

Charles CHILARD

AUX CONFINS DE L'ABSURDE

par Henri MULLER

L'imagination n'était guère au rendez-vous à l'émission de R. Portiche animée par Drucker. Horaires à la carte, aménagement d'un espace liberté, banque du temps, gestion du temps libre, décentralisation, mobilité, c'est tout ce qu'ont trouvé les Boissonnat, Albert, Guillaume, Tapie et consorts pour régler le problème des chômeurs et des retraités de l'an 2000 au revenu dangeureusement menacé. L'entreprise s'ouvre à une aimable pagaille, le personnel prenant ses cliques et ses claques comme bon lui semble, pour bricoler chez lui ou aller à la pêche, en croisière, puis, embauché à nouveau, ses fonds épuisés, comptant sur la magnanimité d'un patronat encombré de robots et n'ayant besoin que d'une main-d'œuvre réduite, qualifiée.

Travailler moins au sein de son entreprise implique bien entendu un gain moindre ; mais là, les salariés ne sont plus d'accord. Que leur suggère-t-on pour arrondir leur revenu ? Travailler au noir, pour les voisins ou pour soi-même en faisant concurrence aux artisans, réparateurs et commerçants. On suppose généreusement que devrait se mettre en place tout

naturellement une économie parallèle où chacun trouverait sa pitance, y compris les retraités goutteux, rhumatisants, souffrant d'arthrose ou de sciatique, invités à s'équiper en ordinateurs et machines à coudre afin de confectionner leurs propres vêtements, monter leur mobilier fourni en kits, bref, à se débrouiller par leurs propres moyens. Pour les autres, la mobilité reste le maître-mot. Tout le monde à la campagne, en caravaning, à la recherche d'un petit travail permettant de survivre.

Est-ce sérieux ? Il est piquant d'entendre ces utopistes qualifier eux-mêmes d'utopistes ceux qui ont d'autres idées en matière de changement, en ce qui concerne la vie en l'an 2000 après une inéluctable révolution économique et monétaire que nos mentors ont le souci de conjurer en racontant des salades.

Le public n'est pas dupe. Il constate que nous sommes entrés dans une ère d'abondance à laquelle il convient d'accommoder des structures économiques devenues désuètes, inadéquates, incapables d'en faire profiter le gros des consommateurs.

SI ON CHANGEAIT

Si on ne détruisait plus les excédents
Si la production servait pour tous

S'il n'y avait plus de chômage
Si on n'obligeait plus les chômeurs à ne pas travailler...
Si le travail était remplacé par de l'activité non-concurrentielle mais distributive.

Et si la monnaie devenait distributive

Si on changeait sa façon de penser...

Soyez dès aujourd'hui des travailleurs de la pensée pour aider ceux de demain.

Albert CHANTRAINE

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France	75,00 F
Soutien	100,00 F
Etranger	95,00 F

Tout en continuant à accepter n'importe quelle somme inférieure à ce tarif de la part de ceux qui ne peuvent pas faire plus, nous rappelons à nos lecteurs que leur journal ne survit que grâce à la souscription permanente « POUR QUE VIVE LA GRANDE RELÈVE ».

Règlements par chèques postaux : au C.C.P. « La Grande Relève » n° 13 402.39 M Paris.

Les règlements par mandat ou chèque bancaire doivent être à l'ordre de :

LA GRANDE RELÈVE

SOUSCRIPTION PERMANENTE POUR QUE VIVE LA GRANDE RELÈVE

R. RIO : 25 — N. CAPOBIANCO : 25 — U. CERNUSCHI : 25 — SCHULTZ : 25 — Mme P. LAHENS : 400 — M. ROUSSEAU : 75 — F. ROBIN : 75 — BILLIOTTET : 103 — Mme PAILLER : 125 — E. DEMARI : 35 — CHILARD : 25 — J. DUFOUR : 40 — R. BENÉ : 25 — Mme BUGUET : 500 — A. ESSELIN : 125 — QUINET : 25 — R. NIQUET : 50 — Melle MERMOUD : 25 — E. HUBERT : 125 — J. FRIGOUT : 75 — J. MAILLOT : 500 — M. LEMOINE : 75 — Mme R. CARBONNEL : 338.

MERCI A TOUS

et à ceux qui offrent à leurs amis des abonnements à notre canard !

BULLETIN D'ENVOI à joindre à toute commande en le complétant :

M. demeurant
..... vous adresse par
chèque la somme de F se décomposant ainsi

..... F pour abonnement à dater de 19

..... F pour la souscription « Pour que vive la Grande Relève ».

..... F pour recevoir ... tracts (à 12 F le cent)

..... F pour recevoir ... ex. (à 10 F) du N° spécial « J. Duboin »

..... F pour recevoir ... ex. (à 15 F) du N° spécial « Pour les Femmes »

..... F pour recevoir ... ex. (à 60 F) de « Kou l'ahuri » de J. Duboin

..... F pour recevoir ... ex. (à 60 F) de « Les yeux ouverts » de J. Duboin

..... F pour recevoir ... ex. (à 79 F) des « affranchis de l'an 2000 de M. L. Duboin

Règlements à l'ordre de **la Grande Relève** par chèque bancaire, ou par chèque postal n° 13 402-39 M Paris.

LA PÊCHE

A LA BAISSÉ

QUI L'EMPÊCHE ?

Les arboriculteurs récidivent. Mécontents de la mévente de leurs produits, un millier d'entre eux ont déversé trois cents tonnes de pêches devant l'hôtel de ville de la Drôme à Valence, le 19 juillet. L'augmentation de la production française estimée à 5 % par rapport à 1984 et les importations de pêches espagnoles ne seraient qu'en partie responsables de cette crise. C'est bien la baisse de la consommation française qui est en cause.

L'objectif n'étant pas de satisfaire les besoins, mais de vendre pour faire des bénéfices, les arboriculteurs demandent des mesures urgentes pour faire remonter les cours de la pêche. L'Etat vient de débloquer 1.100.000 F pour « assainir » le marché, c'est-à-dire retirer une partie de l'excédent et faire remonter les cours. Cette mesure étant insuffisante, le Conseil Général de la Drôme demande à la Commission Européenne d'autoriser le déclenchement d'achats publics prévus par le règlement communautaire en cas de crise grave.

Qualifier de crise grave ce qui n'est que la résultante du système et que l'on retrouve dans tous les domaines économiques semble comique. Mais savoir qu'une partie de mes impôts sert à me faire payer encore plus cher les produits du marché est loin de me faire sourire.

Ph. Le. D.

« Il serait plus facile de faire consommer le surplus de la production aux chômeurs, que de faire absorber les chômeurs par une production qui n'a plus besoin d'eux ».

J.D. (Les yeux ouverts)

POUR UNE ADAPTATION DE NOS THÈSES

par Léon GILOT

Lorsqu'on se penche sur l'œuvre de Jacques DUBOIN, et qu'on connaît les nombreux efforts accomplis par lui, ses successeurs et ses adeptes, on peut s'étonner que des constatations et conclusions aussi lumineuses sur le système financier capitaliste, n'aient pas fait progresser davantage l'idée de la nécessité d'une économie distributive.

Plus de 50 ans après le début du combat pour les thèses abondancistes, peut-être est-il nécessaire d'actualiser notre propagande, de la rendre plus compréhensible, de mettre en place une sorte de marketing de l'économie distributive, car les leaders politiques ont eux-mêmes recours maintenant à des spécialistes de la communication.

Il faut tenir compte de la faculté de compréhension de lecteurs qui n'ont jamais entendu parler d'économie politique et des mécanismes du système bancaire et financier. Il faut être très clair et concis, être des vulgarisateurs pour rendre simple ce qui peut apparaître compliqué. Les gens détestent qu'on bouscule profondément leurs habitudes, leurs conceptions de la vie, et ne s'adaptent qu'aux évolutions lentes et progressives. Faire bouger les mentalités est la chose la plus difficile.

Alors que faire ? Les textes les plus courts sont les meilleurs car ce qui est long et aride rebute les lecteurs, et a peu de chance de vaincre la paresse naturelle de beaucoup. Les données de l'actualité ajoutées aux nombreux ouvrages de Jacques DUBOIN et de ses disciples nous fournissent la matière pour établir un nouveau condensé de nos thèses.

Il est nécessaire bien sûr de rappeler d'abord les contradictions du système capitaliste, mais aussi du système socialiste totalitaire des pays de l'Est, pour bien nous démarquer de ceux-ci.

Ensuite nous devons affiner, perfectionner l'exposé des postulats de l'économie distributive afin de les rendre plus assimilables, plus crédibles pour les néophytes. Dire, par exemple, que le salariat sera aboli, qu'un revenu social sera versé à chacun, que tout individu sera tenu de participer à un service social ne peut donner qu'une vision déformée de ce que serait une économie distributive, en laissant craindre l'instauration d'une société communiste autoritaire, et le nivellement par le bas.

Nous savons bien nous, militants convaincus, que ce ne serait pas le cas, encore que les sociétés n'évoluent pas toujours dans le sens rêvé par les novateurs et les pionniers originels. Mais nous devons nous mettre à la place de ceux qui entendent parler d'économie distributive pour la 1^{ère} fois.

Soyons donc réalistes et efficaces. Admettons que partant de la situation actuelle le salariat ne pourra être aboli rapidement, et qu'il sera donc maintenu jusqu'à ce que les esprits aient suffisamment évolué pour admettre sa disparition.

Justifions le principe d'un *revenu social* de base en rappelant que les progrès techniques éliminent et élimineront de plus en plus de travailleurs, et qu'il faut donc solvabiliser les consommateurs sans emploi, ni ressources, c'est-à-dire leur distribuer du pouvoir d'achat. Indiquons que le financement du revenu social ne peut se faire que dans une économie distributive utilisant une monnaie de consommation gagée sur la production et progressant avec celle-ci, alors que dans le système actuel il faut prendre aux uns pour donner aux autres. La crise est uniquement financière.

Evitons aussi de parler d'un *service social* pour tous qui est vite

assimilé par nos détracteurs à une sorte de service militaire obligatoire. Parlons de partage du travail, de la diminution de la durée hebdomadaire, et de l'augmentation et de l'utilisation des loisirs. Le service social pourrait être préconisé au début pour les tâches rebutantes, dédaignées, qui pourraient être assumées par les jeunes ou des volontaires plus âgés dans une sorte de service civil. Ce serait là l'embryon du futur service social.

L'ignorance, même de leaders politiques, sur le fonctionnement des mécanismes bancaires et financiers étant effarante, il serait souhaitable de consacrer un chapitre sur ce sujet qui pourrait être un résumé des idées principales contenues dans les livres « Les yeux ouverts » ou « Pourquoi manquons-nous de crédits ? » de Jacques DUBOIN.

Car la méfiance la plus difficile à vaincre concerne la possibilité de verser des revenus sans les prélever sur d'autres, c'est-à-dire de financer l'économie distributive. Il faut donc expliquer très clairement la méthode qui serait utilisée.

Pour mettre au point ce condensé de nos thèses il serait souhaitable de former un comité ou une commission qui ferait la synthèse des divers apports et avis exprimés.

Et puis enfin, notre combat pour l'économie distributive devrait être inséparable de celui pour la paix et un désarmement général progressif. Car si l'on réduisait ou supprimait les productions d'armements, en plus du côté humain de la disparition des guerres et tueries collectives, nous provoquerions dans les divers pays des reconversions indispensables qui conduiraient inévitablement à l'économie distributive.

Sans une adaptation indispensable de nos thèses à l'actualité d'aujourd'hui, nous risquerions de continuer à être considérés comme d'aimables et sympathiques utopistes. Il est urgent d'y remédier.

RÉPONSE à L. GILOT

Nous nous sommes demandé, en lisant le papier de Léon Gilot, ce que ce camarade entend par une économie distributive qui n'abolirait pas le salariat ? Le fondement même de nos thèses consiste à faire comprendre que depuis que tant de machines travaillent à la place des hommes, c'est-à-dire depuis que la production croît en même temps que le chômage, les salaires ne peuvent plus distribuer le pouvoir d'achat nécessaire à écouler toute la production...! On ne peut plus mesurer le pouvoir d'achat par la durée du travail, sous peine d'une crise économique insurmontable, les robots n'achetant pas ce qu'ils fabriquent. Puisque la production augmente, grâce à eux, il faut que les revenus des hommes augmentent, alors que diminue leur temps de travail.

Cette rupture du lien entre revenus et durée du travail, n'est-ce pas justement l'abolition du salariat ? Cette transformation radicale de notre société, sous la pression des faits, nécessite une transformation tout aussi radicale de la monnaie, comme l'exprime L. Gilot, et nous sommes bien d'accord avec lui pour admettre que faire comprendre ceci n'est pas une tâche facile. Mais ce ne serait ni réaliste, ni efficace, de dire que le salariat peut ne pas être aboli. Il faut, au contraire, être très clair sur ce point.

Que ceux qui ne voient pas les réalités auxquelles notre époque est confrontée nous traitent d'aimables utopistes, qu'importe ? Mais, de grâce, ne nous dites pas qu'il est urgent de remédier au fait que nos thèses ne s'adaptent pas à l'actualité d'aujourd'hui !

M-L. D.

ZELLER : Pour « un revenu minimal d'existence »

Adrien Zeller, député apparenté UDF du Bas-Rhin, se prononce pour l'instauration d'un « revenu minimal d'existence » garanti à tous, pour permettre « d'assurer un toit et une nourriture décente » aux plus défavorisés. Dans un article publié dans le mensuel « Plain-pied », édité par le Groupement d'insertion des personnes handicapées physiques (GIHP), le député souligne que « pour toute une frange de la population — plus de 400.000 personnes en fin de droit cette année — dont le revenu n'atteint même pas le seuil fatidique du SMIC ou du minimum vieillesse, plus rien n'est prévu par notre système d'aide sociale ». Il propose donc une « gestion différenciée et plus adaptée des ressources » en garantissant « les deux tiers du SMIC pour une personne seule (environ le minimum vieillesse) ou la moitié du SMIC par adulte vivant au foyer », « en contrepartie chaque fois que cela est raisonnable d'un travail d'intérêt général ».

(Transmis par Roch PERRIN)

Quand les « libéraux » proposent un revenu garanti, c'est pour les pauvres. Et pour qu'ils leur fichent la paix. D'abord en leur donnant bonne conscience (nous ne laissons personne mourir de faim). Ensuite en leur permettant d'espérer retrouver ainsi les conditions économiques d'antan... et leurs bons profits !

LES YEUX OUVERTS

Le gouvernement a lancé, en 1982, une vaste campagne dont le titre était celui d'un livre publié par J. Duboin... en 1955 ! Hélas, cette campagne n'a ouvert les yeux de personne, pas même de ceux qui l'ont lancée. Il nous a donc paru opportun de rééditer l'ouvrage de J. Duboin, qui, lui, et en dépit du temps, nous ouvre les yeux sur la situation actuelle.

Franco 60 F l'exemplaire. S'adresser au journal.

Puisque J-P. Chevènement va rétablir l'étude de La Marseillaise, je propose à A. Chantraine de nous composer un couplet distributiste, avec le refrain S.V.P.

L.T., Le Cheylas

★ ★

Dans son éditorial intitulé « Mais pourquoi le minimum », M-L. Duboin écrit : « nous possédons les moyens de produire de façon à distribuer à tous un MAXIMUM vital ! ». Or ma femme désire une Rolls Royce et moi une Lamborghini et tous les deux nous désirons faire 3 ou 4 croisières par an à bord du Mermoz... et comme nous ne sommes pas égoïstes, nous demandons la même chose pour chacun des 4.600.000.000 terriens. Les matières premières de la planète y résisteront-elles ?

G.M., Paris

Notre réponse :

Il est curieux de constater que personne ne confond minimum avec zéro, mais que, par contre, notre lecteur confond maximum avec l'infini...

Alors, il faut préciser : quand on parle de minimum, on entend minimum — pour que la survie soit possible. Quand nous parlons de maximum, il s'agit aussi du maximum possible, celui qui est compatible avec le maximum souhaité par les autres et que la planète peut fournir sans empêcher que les générations suivantes elles aussi, puissent mettre le maximum dans leur programme ! Le minimum n'est pas un idéal. Le maximum possible, si.

(Et puis, heureusement, les 4.599.999.998 terriens dont parle notre correspondant sont assez divers, de par leur nature, leurs habitudes, le climat de leur pays, pour ne pas souhaiter tous la même chose. L'économie distributive c'est aussi la non-uniformité des goûts (d'autant que la publicité intéressée ne viendra plus façonner les désirs des gens...).

La Croissance économique... elle est toujours possible, avec les énormes moyens dont nous disposons. N'est-ce pas sa distribution qu'il faudrait résoudre ?

d'après Charles CHILARD

Je vous suis reconnaissante de tout ce que vous faites pour que le plus grand nombre connaisse ce grand mouvement humaniste et de mon côté je fais ce que je peux, en prêtant les livres de J. Duboin autour de moi. Plus nous serons nombreux à accepter et à faire connaître La Grande Relève, plus vite l'évolution dans ce pays grandira.

Mme F.K. Chalais

A nous la B.D.

Nous mettons sous presse une bande dessinée de 8 pages qui explique nos thèses. Que ceux de nos lecteurs qui pensent pouvoir s'aider de cette nouvelle forme de « médias » n'hésitent pas à nous demander de leur envoyer quelques exemplaires.

Coût : 5 F pièce.

Dans notre système économique, lorsque les hommes se mettent à réfléchir, c'est toujours dans le but du profit avant toute autre chose.

A. CHANTRAINE

Je suggère de créer un réseau de correspondance à travers la France et j'inaugure la liste :

Lucien TISSOT
38 570 LE CHEYLAS
Tél. : (76) 71.79.38

Si vous lisez ce journal pour la première fois et que vous voulez nous connaître, n'hésitez pas, écrivez-nous pour plus d'informations... et dites-nous comment vous avez eu ce journal.
Merci.

RAPPEL A L'AIDE

Lecteurs, nous vous rappelons que ce journal est le vôtre et que votre collaboration à nos efforts de réflexion y est la bienvenue. Mais ne nous envoyez pas du travail à faire. Envoyez-nous vos propositions d'articles rédigées de façon à contenir dans une page du journal environ (4 500 signes), tapées si possible à la machine (double interligne, recto seulement) pour l'imprimeur. Et pensez aussi à des documents photo pour la couverture !

Aujourd'hui

L'usine sans hommes travaille à leur place et les contraint

au chômage,
à la misère...

Demain

L'usine sans hommes travaillera pour eux et leur apportera

les loisirs
et la SÉCURITÉ

résumé de nos thèses

UN RAPPEL

En 1934, Jacques DUBOIN créa le journal « LA GRANDE RELEVÉ DES HOMMES PAR LA SCIENCE » pour expliquer que le progrès des sciences et des techniques de production avait conduit les sociétés modernes au seuil d'une nouvelle civilisation. Il montrait que l'abondance faisait irruption dans de nombreux secteurs de l'économie que celle-ci s'employait à freiner car « la rareté fait le profit ».

Cette « marche vers l'abondance », disait-il, nous conduit à édifier notre société sur de nouvelles structures économiques permettant de satisfaire de mieux en mieux les besoins de l'homme. Cette société dispose du fruit des efforts des générations précédentes, développant les techniques de production et leur automatisation. De puissantes machines sont capables de remplacer le travail de l'homme dans toutes les tâches de routine, se substituant non seulement à ses muscles et à l'agilité de ses doigts, mais aussi à sa mémoire, à certains de ses sens et même aux activités purement logiques de son cerveau. Ce bouleversement des moyens de production est irréversible. Vouloir en pri-

ver l'humanité serait aussi absurde que de tenter de remonter le temps sur la terre et y condamner la grande majorité de la population à mourir de faim et de froid.

En 1950, Jacques DUBOIN publiait une brochure intitulée « L'Economie Distributive s'impose » pour montrer qu'il importait de sortir au plus tôt d'un système basé sur la rareté et que la seule issue consistait à substituer aux institutions de l'échange celles de la distribution. D'où le qualificatif d'Economie Distributive.

UNE URGENCE

Aujourd'hui, l'évolution et les déséquilibres économiques sont tels que, de nécessaire, l'instauration de l'Economie Distributive est devenue urgente pour rétablir la prospérité économique et assurer la seule croissance à laquelle aspirent les Français : celle de leur mieux-être.

Mais leur ignorance en matière d'économie empêche la plupart de nos contemporains de prendre conscience que, tant que subsistera l'économie de marché, seules seront possibles des mesures entretenant la rareté pour ménager le profit d'une

minorité : austérité, hausse des prix, stagnation économique étouffement des initiatives non génératrices de profit, gaspillage des ressources naturelles, accélération catastrophique de la course aux armements, barrage de l'accès à l'information et aux loisirs.

UN EFFORT DE REFLEXION

Voilà pourquoi l'œuvre de Jacques Duboin a été sans cesse une exhortation à repenser les fondements du système économique qui régit nos relations sociales et à préciser la formulation des structures capables de lever les obstacles qu'ont mis les hommes à leur propre épanouissement ; c'est :

(SUITE AU DOS)

Ce résumé succinct ne permet pas d'entrer dans les détails de thèses élaborées par Jacques DUBOIN, au long d'une vingtaine d'ouvrages aujourd'hui épuisés mais dont une réimpression est commencée. Un numéro spécial de « La Grande Relève » publié en octobre 1978 et qui contient de larges extraits de ces ouvrages, vous sera envoyé contre la somme de dix francs, sur simple demande au siège du journal, 88 bd Carnot, 78110 Le Vésinet.

L'économie distributive

Le principe fondamental de ce système consiste à séparer, pour tous, le travail effectué par un individu et ses revenus, c'est-à-dire **RENDRE SON POUVOIR D'ACHAT INDEPENDANT DES FLUCTUATIONS DE « L'EMPLOI »**.

Ceci implique de nouvelles institutions :

Les revenus

Le salariat est aboli. Un « **REVENU SOCIAL** » qu'aucun impôt ni taxe ne vient ensuite modifier, est ouvert périodiquement à tout individu, de sa naissance à sa mort, en une monnaie non thésaurisable.

La monnaie de consommation

Le pouvoir de l'argent doit être supprimé. Pour cela, la monnaie perd sa valeur dès qu'elle a servi, comme un billet de chemin de fer ; elle n'a pour but que de distribuer équitablement la production, en laissant à chacun sa liberté de choisir.

Le travail

nécessaire à la production et aux services prend la forme d'un

SERVICE SOCIAL auquel tout individu est tenu de participer à son tour, suivant ses aptitudes et ses aspirations et suivant les besoins de la population, ces derniers déterminant la durée de sa carrière active.

La gestion

d'une telle économie devient un problème d'informatique comportant :

— l'évaluation de la production à réaliser en tenant compte des besoins (comme la SNCF prévoit le trafic des trains), des matières premières nécessaires et disponibles et des relations d'échange avec l'étranger,

— l'évaluation des services à fournir à la population,

— l'évaluation du travail correspondant à cette production et à ces services, compte tenu des meilleurs moyens accessibles et des recherches à faire,

Le calcul du revenu social correspondant à la production et aux services.

L'organisation économique et sociale est **DECENTRALISEE**, allant de la plus petite collectivité jusqu'aux organismes coordonnateurs. Mais pour être optimale, la gestion doit être planifiée avec toutes les données nécessaires et d'après les directives établies, grâce encore aux moyens informatiques, par **TOUTE** la population, producteurs aussi bien que consommateurs ; la « vente » n'étant plus faite pour le profit se trouve libérée de toutes les pressions publicitaires et c'est la façon dont les revenus sont dépensés qui permet d'évaluer les besoins, par l'intermédiaire des détaillants.

Cette assurance de recevoir sa part de production, même si une machine automatisée l'a réalisée pour lui, permet enfin à l'homme d'aujourd'hui d'hériter des générations passées et des techniques qu'elles ont su mettre au point pour accéder à une véritable **LIBERATION** : c'est la grande relève de l'homme par la machine, qui cesse d'être sa concurrente pour devenir sa servante.

et ses conséquences

Déarrassé de la hantise du lendemain, l'homme cesse d'être l'esclave de ses besoins. Mais dépendant ainsi solidairement de la société, il est obligé d'y participer, conscient d'en être **RESPONSABLE** au **MEME** titre que ses semblables.

De même la femme, qu'aucune loi naturelle n'oblige à dépendre de son mari, accède à l'indépendance financière.

L'égalité économique des nouveaux-nés supprime les inégalités de chances imputables au milieu de naissance et tend à abolir les barrières sociales, qui aujourd'hui délimitent les classes. Ceci conduit à une transformation radicale de la société car :

— tous les enfants peuvent s'offrir **LA FORMATION** correspondant au plein épanouissement de leurs dispositions naturelles,

— mise au service de la société pendant leur carrière active, cette formation fait d'eux des hommes et des femmes libres sur

lesquels **AUCUNE PROPAGANDE INTERESSEE** ne peut plus avoir prise,

— c'est une **VERITABLE DEMOCRATIE** qui s'instaure sur le plan politique, tant il est évident qu'on ne peut imposer une domination quelconque qu'à des êtres qu'on tient par le besoin ou par l'ignorance.

— Ainsi formé, l'homme **saura utiliser intelligemment son temps** lorsque sa participation au travail social ne sera plus nécessaire. Il pourra enfin, car il en aura les moyens, se consacrer à l'occupation de son choix, intellectuelle, manuelle, sportive, artistique, philosophique ou scientifique, pour le plus grand bien de tous.

LE SOCIALISME DISTRIBUTIF, EN METTANT FIN A L'EXPLOITATION DE L'HOMME PAR L'HOMME, OFFRE A L'HUMANITE L'ACCES A UNE VERITABLE CIVILISATION DES LOISIRS ET LES MOYENS DE S'Y EPANOUIR.